

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

FERMENTALG

Société anonyme au capital de 3.848.528,52 euros

Siège social : 4 rue Rivière – 33500 Libourne

509 935 151 R.C.S. Libourne

(la « Société »)

AVIS PRÉALABLE DE RÉUNION

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société Fermentalg sont informés que l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société se réunira le 11 juin 2026 à 10 heures au siège de la Société, situé 4 rue Rivière - 33500 Libourne, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions figurant ci-après (l'« **Assemblée Générale** »).

Ordre du jour**Relevant de la compétence de l'assemblée générale ordinaire**

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
3. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
4. Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et approbation des conventions y figurant ;
5. Ratification de la cooptation de Monsieur Bertrand Devillers, en qualité d'administrateur ;
6. Fixation du montant annuel global de la rémunération à allouer aux administrateurs ;
7. Autorisation et délégation en vue de permettre à la Société d'intervenir sur ses propres actions – Fixation des modalités conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce ;

Relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

8. Autorisation à conférer au Conseil d'administration de la Société aux fins de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes et/ou à émettre au profit de membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société et des entités qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ;

Relevant de la compétence de l'assemblée générale ordinaire

9. Pouvoir pour les formalités.

Première résolution***Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels, **approuve** les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle **approuve** spécialement le montant global des charges non déductibles visées au 4 de l'article 39 du Code général des impôts s'élevant à 10.083 euros.

Deuxième résolution***Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

approuve la proposition du Conseil d'administration et après avoir constaté que les comptes font apparaître une perte nette comptable d'un montant de 9.304.915 euros,

décide de l'imputer sur le poste « Prime d'émission » qui sera ainsi porté à 16.424.865 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale **constate** qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois précédents exercices.

Troisième résolution***Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion incluant le rapport de gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025, **approuve** les comptes consolidés dudit exercice établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) tels qu'ils sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Quatrième résolution***Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et approbation des conventions y figurant***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requise pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des commissaires aux comptes,

approuve les conclusions du rapport spécial présenté par les commissaires aux comptes en application des articles L. 225-38 et L. 225-42 du Code de commerce sur les conventions soumises à autorisation,

prend acte qu'aucune convention réglementée n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, conformément au rapport spécial des commissaires aux comptes, en application de l'article L. 225-38 du Code de commerce, et

prend acte que les conventions réglementées antérieurement conclues et autorisées se sont poursuivies au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, et **approuve** en conséquence les conclusions du rapport spécial des commissaires aux comptes y relatives.

Cinquième résolution***Ratification de la cooptation de Monsieur Bertrand Devillers, en qualité d'administrateur***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, **décide** de ratifier la cooptation en qualité d'administrateur de la Société de Monsieur Bertrand Devillers décidée par le Conseil d'administration dans sa séance du 2 avril 2026 en remplacement de la société Demeter Investment Managers SA, représentée par Monsieur Stéphane Villecroze, administratrice démissionnaire, avec effet à compter de ce jour, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Sixième résolution***Fixation du montant annuel global de la rémunération à allouer aux administrateurs***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,

fixe le montant annuel global de la rémunération allouée aux administrateurs au titre de l'exercice 2026 à cent cinquante mille euros (150.000€), et

donne tous pouvoirs au Conseil d'administration aux fins de répartir, en tout ou en partie, et selon les modalités qu'il fixera, cette rémunération entre ses membres.

Septième résolution***Autorisation et délégation en vue de permettre à la Société d'intervenir sur ses propres actions – Fixation des modalités conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, statuant conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 à L. 22-10-65 et L. 225-210 et suivants du Code de commerce ainsi qu'aux dispositions d'application directe du règlement de la Commission européenne n° 596/2014 du 16 avril 2014,

autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à faire acheter par la Société ses propres actions, en vue de :

- l'animation du marché secondaire ou la liquidité des titres par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- l'attribution ou la cession des actions à des salariés ou des mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions fixées par la loi notamment dans le cadre des plans d'épargne salariale, d'options d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions, d'opérations d'actionnariat des salariés ou de tout dispositif de rémunération en actions, dans les conditions fixées par la loi ;
- la conservation d'actions acquises, leur cession, leur transfert ou leur remise en paiement ou en échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- l'annulation de tout ou partie des actions ainsi rachetées par voie de réduction de capital dans les limites fixées par la réglementation ;
- la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par la loi ou par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur ;

décide que le nombre de titres à acquérir par la Société, en vertu de cette autorisation, ne pourra excéder :

- pour les actions acquises en vue de leur conservation et remise ultérieure (à titre de paiement, d'échange ou autre), dans le cadre d'opérations de fusion, de scission ou d'apport : cinq pour cent (5 %) du nombre de titres composant le capital de la Société à la date de réalisation de ces rachats ; et
- pour les actions acquises en vue d'une autre finalité : dix pour cent (10 %) du nombre de titres composant le capital de la Société à la date de réalisation de ces rachats,

étant précisé que la Société ne pourrait à aucun moment détenir plus de dix pour cent (10 %) de son propre capital ;

décide que :

- l'acquisition, la cession, l'échange ou le transfert de ces actions pourront être effectués par tous moyens, en une ou plusieurs fois, notamment sur le marché ou de gré à gré, y compris en tout ou partie, par l'acquisition, la cession, l'échange ou le transfert de blocs d'actions. Ces moyens incluent, le cas échéant, l'utilisation de tous instruments financiers et produits dérivés ; et
- ces opérations pourront être effectuées à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date des opérations considérées, étant entendu qu'en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'assemblée générale, faire usage de la présente autorisation pendant la durée de la période d'offre ;

décide que le prix unitaire d'achat ne pourra excéder trois euros (3 €) par action (hors frais, hors commission) et **fixe** à cinq cent mille euros (500.000 €) le montant maximum des fonds pouvant être engagé dans le programme de rachat d'actions ;

délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour le prix maximum susvisé en cas d'opérations sur le capital social de la Société, et notamment d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres, afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action ;

décide que le Conseil d'administration aura la faculté d'affecter ou de réaffecter à l'un ou l'autre de ces objectifs la totalité des actions détenues par la Société ;

délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, et notamment passer tous ordres, conclure tous accords, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis dans les conditions légales et réglementaires, arrêter les modalités et conditions suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital, en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou, le cas échéant, avec les dispositions contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, préparer tous documents et communiqués de presse, réaliser toutes formalités et faire toutes déclarations appropriées auprès des autorités, et plus généralement, prendre toutes les mesures nécessaires ;

fixe à dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée, la durée de la présente autorisation, laquelle prive d'effet, à compter de ce jour, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

Huitième résolution

Autorisation à conférer au Conseil d'administration de la Société aux fins de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes et/ou à émettre au profit de membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société et des entités qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise des rapports (i) du Conseil d'administration et (ii) des commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce,

autorise le Conseil d'administration, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-5 et L. 22-10-59 du Code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes et/ou à émettre (à l'exclusion d'actions de préférence), au profit des bénéficiaires qu'il déterminera parmi les membres du personnel salarié et/ou les mandataires sociaux de la Société ou des entités qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 dudit Code et dans les conditions définies ci-après ;

décide que le nombre d'actions existantes et/ou à émettre attribuées en vertu de cette autorisation ne pourra excéder un million cinq cent mille (1.500.000), étant précisé que (i) ce plafond est fixé sans tenir compte des ajustements du nombre d'actions attribuées qui pourraient être opérés en cas d'opération sur le capital de la Société et que (ii) le nombre total des actions attribuées ne pourra excéder 15 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'administration ;

décide que l'intégralité de l'acquisition définitive des actions attribuées aux mandataires sociaux et aux membres du comité exécutif de la Société sera subordonnée à la réalisation de conditions de performance déterminées par le Conseil d'administration ;

décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires pourra être conditionnée à la détention par ces derniers d'actions de la Société ;

décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à un an et que le Conseil d'administration aura la faculté de fixer une période de conservation, étant précisé qu'en application de la réglementation applicable, le cumul des périodes d'acquisition et de conservation ne pourra pas être inférieur à deux ans ;

décide par ailleurs qu'en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, les actions lui seront attribuées définitivement avant le terme de la période d'acquisition restant à courir (dans ce cas, lesdites actions seront librement cessibles à compter de leur livraison) ;

prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, lorsque l'attribution porte sur des actions à émettre, la présente autorisation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires des actions attribuées gratuitement, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles émises, l'augmentation de capital correspondante étant définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des actions aux bénéficiaires,

confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation et notamment à l'effet de :

- déterminer l'identité des bénéficiaires des attributions d'actions parmi les salariés de la Société ou des entités susvisées ainsi que le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux,
- déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions à émettre et/ou existantes,
- fixer les conditions de performance et/ou les critères d'attribution des actions, notamment la période d'acquisition et la durée de conservation minimale requise de chaque bénéficiaire,
- en cas d'émission d'actions nouvelles, imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération desdites actions,
- inscrire les actions attribuées gratuitement sur un compte nominatif au nom de leur titulaire, mentionnant l'indisponibilité et la durée de celle-ci,
- procéder, s'il l'estime nécessaire, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires, en fonction des éventuelles opérations portant sur le capital de la Société intervenues en période d'acquisition, telles que visées à l'article L. 225-181 al. 2 du Code de commerce, dans les conditions qu'il déterminera, et
- plus généralement, fixer les dates de jouissance des actions nouvelles, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence, accomplir toutes les formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente résolution et faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur ;

décide que la présente autorisation est valable pendant une durée de trente-huit (38) mois, à compter de la présente Assemblée Générale, étant précisé, qu'à compter de sa mise en œuvre, la présente autorisation privera d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Neuvième résolution
Pouvoir pour les formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **donne** tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

Modalités de participation à l'Assemblée Générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à cette Assemblée Générale soit (i) en y assistant personnellement, (ii) en votant par correspondance ou (iii) en donnant pouvoir au Président ou à un tiers.

A) Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, seront admis à participer à l'Assemblée Générale les actionnaires qui auront justifié de leur qualité par l'inscription en compte des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte (en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce), au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris, à savoir le jeudi 4 juin 2026, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société (ou son mandataire), soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Pour les actionnaires au nominatif, cet enregistrement comptable dans les comptes de titres nominatifs est suffisant pour leur permettre de participer à l'Assemblée Générale.

Pour les actionnaires au porteur, ce sont les intermédiaires habilités, qui tiennent les comptes de titres au porteur, qui justifient directement de la qualité d'actionnaire de leurs clients auprès de CIC, Service Assemblées Générales, serviceproxy@cic.fr, 6 avenue de Provence - 75452 Paris Cedex 09, par la production d'une attestation de participation qu'ils annexent au formulaire unique de vote à distance, à la procuration ou à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

B) Mode de participation à l'Assemblée Générale

Les actionnaires désirant assister à cette Assemblée Générale peuvent demander une carte d'admission :

- Pour les actionnaires au **NOMINATIF** : auprès de CIC, Service Assemblées Générales, serviceproxy@cic.fr, 6 avenue de Provence - 75452 Paris Cedex 09 ;
- Pour les actionnaires au **PORTEUR** : auprès de l'intermédiaire gestionnaire de son compte titres.

A défaut d'assister personnellement à cette Assemblée Générale, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- Voter par correspondance ;
- Adresser une procuration à la société sans indication de mandataire, ce qui équivaut à donner pouvoir au président de l'Assemblée Générale ;
- Donner une procuration à un autre actionnaire, à leur conjoint ou à leur partenaire pacsé, ou à toute personne physique ou morale de leur choix dans les conditions légales et réglementaires, telles que prévues à l'article L. 225-106 du Code de commerce.

Les actionnaires désirant voter par correspondance ou donner pouvoir devront utiliser le Formulaire Unique :

- Pour les actionnaires au **NOMINATIF** renvoyer le Formulaire Unique de vote par correspondance ou par procuration, qui peut être téléchargé sur le site internet de la société www.fermentalg.com/investisseurs/assemblees-generales ou obtenu sur simple demande adressée au siège social de la société ou au CIC, à l'adresse suivante : CIC, Service Assemblées Générales, serviceproxy@cic.fr, 6 avenue de Provence - 75452 Paris Cedex 09 ;
- Pour les actionnaires au **PORTEUR**, le Formulaire Unique sera accessible sur le site internet de la Société : www.fermentalg.com/investisseurs/assemblees-generales ou pourra être obtenu auprès de leur établissement teneur de compte ou sur demande écrite auprès de CIC, Service Assemblées Générales, serviceproxy@cic.fr, 6 avenue de Provence - 75452 Paris Cedex 09, à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale. La demande écrite du Formulaire Unique devra être faite, au plus tard le sixième jour précédant la date de réunion, soit le **vendredi 5 juin 2026**.

Quelle que soit l'option choisie, l'actionnaire devra dater et signer le Formulaire Unique et le retourner comme indiqué ci-dessous :

- Pour les actionnaires au **NOMINATIF (pur ou administré)** : retourner le Formulaire Unique, complété des instructions, à CIC, Service Assemblées Générales, serviceproxy@cic.fr, 6 avenue de Provence - 75452 Paris Cedex 09, à l'aide de l'enveloppe T jointe à la convocation, afin qu'il parvienne au plus tard **trois jours calendaires** avant la tenue de l'Assemblée Générale, soit le **lundi 8 juin 2026** ;
- Pour les actionnaires au **PORTEUR** : retourner le Formulaire Unique, complété des instructions à leur établissement teneur de compte qui le transmettra avec l'attestation de participation émise par ses soins à CIC, Service Assemblées Générales, serviceproxy@cic.fr, 6 avenue de Provence - 75452 Paris Cedex 09, afin que ces deux documents parviennent au plus tard **trois jours calendaires** avant la tenue de l'Assemblée Générale, soit le **lundi 8 juin 2026**.

Dans le cas où l'actionnaire souhaite **donner pouvoir** à son conjoint, à son partenaire de Pacs, à un autre actionnaire de la Société ou à toute autre tierce personne physique ou morale, la notification de la révocation d'un mandataire précédemment désigné et, le cas échéant, la désignation d'un nouveau mandataire doivent parvenir à CIC, Service Assemblées Générales, serviceproxy@cic.fr, 6 avenue de Provence - 75452 Paris Cedex 09, **au plus tard trois jours calendaires** précédant l'Assemblée Générale, soit le **lundi 8 juin 2026**, par courrier indiquant le nom de la Société, la date de l'Assemblée Générale, les nom, prénom, domicile et numéro de compte pour les actionnaires au nominatif ou les références bancaires pour les actionnaires au porteur, ainsi que les nom, prénom et domicile du mandataire désigné ou révoqué.

Les actionnaires au porteur devront, en plus, obligatoirement demander à leur établissement teneur de compte d'envoyer une confirmation écrite à CIC, Service Assemblées Générales, à l'adresse ci-dessus indiquée.

Il est précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'administration, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Tout actionnaire ayant déjà demandé une carte d'admission ou voté par correspondance, ou donné pouvoir au Président ou à un tiers, n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale.

Quelle que soit la situation de l'actionnaire, le Formulaire Unique ne devra être envoyé en aucun cas directement à la Société.

C) Demande d'inscription de projets de résolutions ou de points à l'ordre du jour

Les demandes d'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions par les actionnaires remplissant les conditions prévues aux articles L. 225-105, R. 225-71 et R. 225-73 du Code de commerce doivent, conformément aux dispositions légales, être réceptionnées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception, vingt-cinq (25) jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale, sans pouvoir être adressées plus de vingt (20) jours après la date de parution du présent avis de réunion au BALO.

Toute demande devra être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la possession ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article R. 225-71 du Code de commerce susvisé. La demande d'inscription de projets de résolutions est accompagnée du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour doit être motivée. En outre, l'examen par l'assemblée des points ou des projets de résolutions déposés par les actionnaires est subordonné à la transmission, par les auteurs, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes conditions au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris (soit au jeudi 4 juin 2026, zéro heure, heure de Paris).

Le comité social et économique de la Société peut requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution, conformément à l'article L. 2312-77 du Code de commerce, et dans les conditions de l'article R. 2312-32 du Code du travail. Les demandes d'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolution par le comité social et économique sont adressées au siège social de la Société, dans un délai de dix (10) jours à compter de la parution du présent avis de réunion au BALO.

Le texte des projets de résolutions présentés par les actionnaires ou par le comité social et économique de la Société ainsi que la liste des points ajoutés à l'ordre du jour à la demande des actionnaires, recevables juridiquement, seront publiés sans délai sur le site Internet de la Société. Pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, la Société peut également publier un commentaire du Conseil d'administration.

D) Questions écrites

Conformément aux articles L. 225-108, al. 3, et R. 225-84 du Code de Commerce, tout actionnaire peut adresser au Conseil d'administration des questions écrites à compter de la date de parution de l'avis de convocation.

Ces questions doivent être adressées au Président du Conseil d'administration de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au siège social de la Société, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale (soit le vendredi 5 juin 2026). Elles sont accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Une réponse commune peut être apportée à ces questions dès lors qu'elles présentent le même contenu. La réponse à une question écrite est réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site internet de la Société, à l'adresse suivante : www.fermentalg.com/investisseurs/assemblees-generales/?lang=fr.

E) Droit de communication des actionnaires

Il est précisé que le texte intégral des documents destinés à être présentés à l'Assemblée Générale conformément notamment aux articles L. 225-115 et R. 225-83 du Code de commerce seront mis à disposition au siège social et mis en ligne sur le site internet de la société (www.fermentalg.com/investisseurs/assemblees-generales/?lang=fr) à compter de la date de parution de l'avis de convocation.

Le Conseil d'Administration.